



EXTRAIT DU DOCUMENTAIRE "THE TRAP", DE
ADAM CURTIS, BBC TWO, 2007

Overture

À la fin de la Seconde guerre mondiale, les États-Unis et leur industrie cinématographique ne célébraient pas seulement la victoire sur l'Axe, mais aussi l'avènement de ce que beaucoup voyaient comme une nouvelle ère. En ces temps là, la liberté ne voulait pas seulement dire libération du joug nazi, mais aussi libération face au chaos économique et aux incertitudes qui avaient provoqués la Grande dépression des années 1930. Les gouvernements croyaient alors que leur rôle étaient de gérer et contrôler l'économie et de protéger la société des dangers de l'égoïsme au cœur du capitalisme.

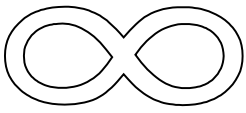
« Nous ne vénérons plus l'autel du capitalisme débridé. Non. Nous avons traversé la crise des années 1930, la Seconde guerre mondiale. Maintenant, nous parlions de la nécessité du gouvernement comme élément principal de l'équilibrage de l'économie. L'individu était encore important. Mais le gouvernement allait s'assurer qu'il ne glisse plus dans une dépression profonde à nouveau. »

— Robert Kavesh, économiste NYU, années 1960.

Dans les années qui suivent, les bureaucraties au cœur de l'État croissent énormément. Leur job est de réguler le capitalisme pour le bénéfice de toutes et tous. Dans cette ère d'optimisme, peu de personnes remettaient en cause cette nouvelle vision. Mais un homme à la marge était convaincu qu'elle allait mener au désastre. C'était un aristocrate autrichien nommé Friedrich Von Hayek, qui avait fui les nazis et enseignait à l'Université de Chicago. Il était convaincu que l'usage de la politique pour organiser la société était bien plus dangereux que tous les problèmes créés par le capitalisme ; parce que cela menait inévitablement à la tyrannie et à la fin de la liberté.



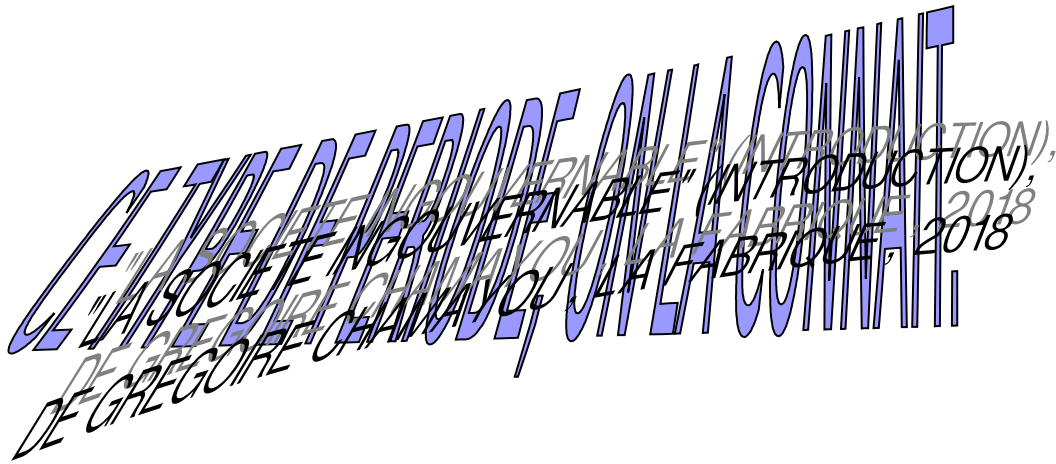
Un exemple terrible que Hayek pointait du doigt était l'Union Soviétique. Dans leur quête d'une utopie, les leaders soviétiques avaient essayé de tout planifier et contrôler, mais cela avait mené à la tyrannie et à la dictature. La même chose allait inévitablement arriver à l'Ouest aussi. Nous étions sur la «route de la servitude». Le seul moyen d'éviter le désastre était de revenir dans le passé, vers un âge d'or du libre marché où les individus suivaient leur propre intérêt et les gouvernements ne jouaient peu ou pas de rôle. De ce retour en arrière émergerait ce que Hayek avait appelé : « un système automatique auto-gouverné », un ordre spontané, créé par des millions de gens poursuivant leur propre intérêt.



« La société ingouvernable - Une généalogie du libéralisme autoritaire » est un ouvrage de Grégoire Chamayou, publié en 2018 aux éditions La Fabrique. Agrégé de philosophie, Grégoire Chamayou est chercheur au CNRS Cerpho et a déjà publié « Les vils » (2018), « Les Chasses à l'homme » (2010) et « Théorie du drone » (2013).

*"LA SOCIÉTÉ INGOUVERNABLE" ,
"LA SOCIÉTÉ INGOUVERNABLE"
DE GREGOIRE CHAMAYOU, LA FABRIQUE, 2018
DE GREGOIRE CHAMAYOU, LA FABRIQUE, 2018*

Dans *La Notion de politique*, Carl Schmitt proposait un schéma permettant d'analyser la formation de la conceptualité libérale. La lumière blanche, traversant un prisme optique, se décompose en en plages chromatiques distinctes. De même, les concepts politiques qui transitent par cette forme de pensée s'y diffractent pour se projeter en notions séparées. Ils s'y scindent selon deux faisceaux divergents orientés sur des pôles opposés, l'économie et l'éthique. « Ainsi dans la pensée libérale, le concept politique de lutte se mute en concurrence du côté de l'économie, et en débat du côté de l'esprit ». La notion d'État ou de société, « vue sous l'angle de l'éthique et de l'esprit, sera une image inspirée d'une idéologie humanitaire ; vue sous l'autre angle, elle constituera l'unité économique et technique d'un système uniforme de production et de communications ».



Les signes ne trompent pas.

On a pu observer les mêmes à la veille de la Réforme protestante ou de la Révolution russe, assure l'ingénieur et « futurologue » californien Willis W. Harman, pour qui tous les indications d'un séisme de grande ampleur sont au rouge, parmi lesquels la recrudescence « des maladies mentales, des crimes violents, des phénomènes de disruption sociale ; le recours plus fréquent à la police pour contrôler les comportements, l'acceptation croissante des comportements hédonistes (en particuliers sexuels) [...], la multiplication des inquiétudes face à l'avenir [...], la perte de confiance dans les institutions, que ce soit le gouvernement ou l'entreprise, le sentiment que les réponses du passé ne fonctionnent plus ». Bref, c'est la « légitimité même du système social du monde industrialisé » qui est en train de vaciller, prévenait-il en 1975.

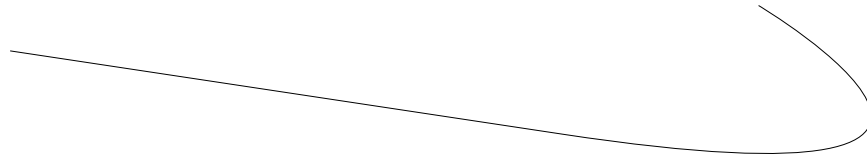
Et, de fait, partout, ça se rebiffait. Aucun rapport de domination n'y échappait : insoumissions dans la hiérarchie des sexes et des genres, dans les ordres coloniaux et raciaux, de classe et de travail, dans les familles, sur les campus ; sous les drapeaux, dans les ateliers, dans les bureaux et dans la rue. À en croire Michel Foucault, on était en train d'assister à la naissance d'une « crise de gouvernement », au sens où « l'ensemble des procédés par lesquels les hommes se dirigent les uns les autres étaient remis en question ». Ce qui s'est produit au seuil des années 1970, a-t-on pu ajouter depuis, ce fut une « "crise de gouvernabilité" à l'échelle des sociétés comme à celle des entreprises », une « crise de la gouvernabilité disciplinaire » annonciatrice de grands remaniements dans les technologies de pouvoir.

Avant cependant d'être reprise par la théorie critique, cette idée avait été énoncée par des intellectuels conservateurs. C'était leur façon d'interpréter les événements en cours, de problématiser la situation. La démocratie, affirmait en 1975 Samuel Huntington dans un fameux rapport de la Commission trilatérale, était affectée d'un « problème de gouvernabilité » : un déferlement populaire sapait partout l'autorité et surchargeait l'État par ses exigences infinies. [...]

Sans pour autant croire à la veille d'une révolution, ces auteurs s'inquiètent d'une dynamique politique qui leur paraît conduire au désastre. Le problème n'est pas seulement que les appareils de gouvernement se congestionnent, mais que ces panes et ces révoltes se surdéterminent les unes et les autres, pesant sur le système au point de le faire ployer dangereusement.

Foucault, qui connaissait le rapport de la Trilatérale sur la « gouvernabilité des démocraties », le mentionnait pour illustrer ce qu'il préférait pour sa part appeler une « crise de gouvernementalité » : pas un simple mouvement de « révoltes de conduite », mais un blocage du « dispositif général de gouvernementalité », et ceci pour des raisons endogènes, irréductibles aux crises économiques du capitalisme

bien que s'articulant à elles. Ce qui était selon lui en train de se gripper, c'était « l'art libéral de gouverner », par quoi il ne faut pas entendre – ce serait un anachronisme – le néolibéralisme au pouvoir, mais plutôt ce que l'on a appelé depuis le « libéralisme encastré », une forme de compromis instable associant économie de marché et interventionnisme keynésien. Pour avoir étudié d'autres crises similaires dans l'histoire, il faisait le pronostic que, de ce blocage, autre chose allait naître, à commencer par des réaménagements majeurs dans les arts de gouverner.



WBCHINE

*"POST-SCRIPTUM SUR LES SOCIÉTÉS DE CONTRÔLE",
DE GILLES DELEUZE, L'AUTRE JOURNAL, N°31 MAI 1990*
*"POST-SCRIPTUM SUR LES SOCIÉTÉS DE CONTRÔLE",
DE GILLES DELEUZE, L'AUTRE JOURNAL, N°31 MAI 1990*



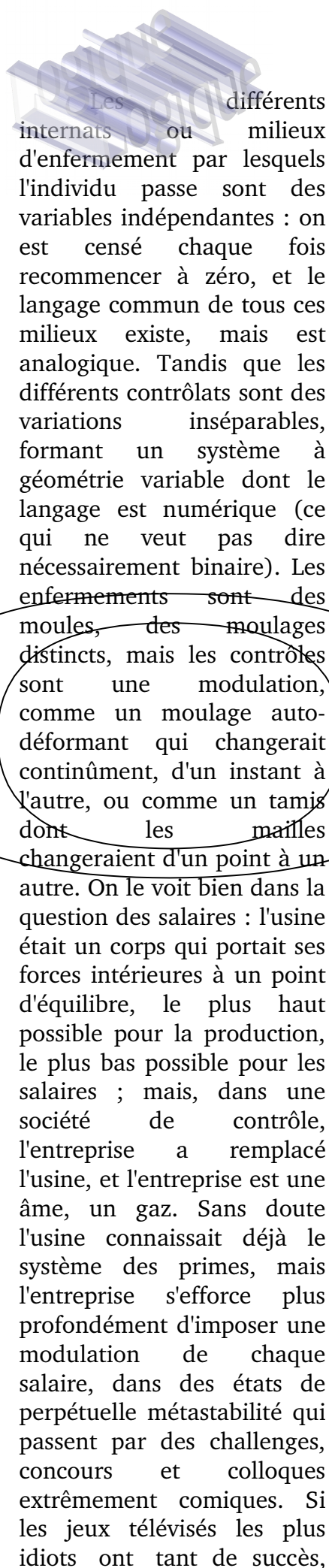
Foucault a situé les sociétés disciplinaires aux XVIII^e et XIX^e siècles ; elles atteignent à leur apogée au début du XX^e. Elles procèdent à l'organisation des grands milieux d'enfermement. L'individu ne cesse de passer d'un milieu clos à un autre, chacun ayant ses lois : d'abord la famille, puis l'école (« tu n'es plus dans ta famille »), puis la caserne (« tu n'es plus à l'école »), puis l'usine, de

de temps en temps progressivement, et Napoléon semblait opérer la grande conversion d'une société à l'autre. Mais les disciplines à leur tour connaîtraient une crise, au profit de nouvelles forces qui se mettraient lentement en place, et qui se précipiteraient après la Deuxième Guerre mondiale : les sociétés disciplinaires, c'était déjà ce que nous n'étions plus, ce que nous

cessions d'être.

Nous sommes dans une crise généralisée de tous les milieux d'enfermement, prison, hôpital, usine, école, famille. La famille est un « intérieur », en crise comme tout autre intérieur, scolaire, professionnel, etc. Les ministres compétents n'ont cessé d'annoncer des réformes supposées nécessaires. Réformer l'école, réformer l'industrie,

l'hôpital, l'armée, la prison ; mais chacun sait que ces institutions sont finies, à plus ou moins longue échéance. Il s'agit seulement de gérer leur agonie et d'occuper les gens, jusqu'à l'installation de nouvelles forces qui frappent à la porte. Ce sont les sociétés de contrôle qui sont en train de remplacer les sociétés disciplinaires. « Contrôle », c'est le nom que Burroughs propose pour désigner le nouveau monstre, et que Foucault reconnaît comme notre proche avenir. Paul Virilio aussi ne cesse d'analyser les formes ultrarapides de contrôle à l'air libre, qui remplacent les vieilles disciplines opérant dans la durée d'un système clos. Il n'y a pas lieu d'invoquer des productions pharmaceutiques extraordinaires, des formations nucléaires, des manipulations génétiques, bien qu'elles soient destinées à intervenir dans le nouveau processus. Il n'y a pas lieu de demander quel est le régime le plus dur, ou le plus tolérable, car c'est en chacun d'eux que s'affrontent les libérations et les asservissements. Par exemple dans la crise de l'hôpital comme milieu d'enfermement, la sectorisation, les hôpitaux de jour, les soins à domicile ont pu marquer d'abord de nouvelles libertés, mais participer aussi à des mécanismes de contrôle qui rivalisent avec les plus durs enfermements. Il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer, mais de chercher de nouvelles armes.



Les différents internats ou milieux d'enfermement par lesquels l'individu passe sont des variables indépendantes : on est censé chaque fois recommencer à zéro, et le langage commun de tous ces milieux existe, mais est analogique. Tandis que les différents contrôlats sont des variations inséparables, formant un système à géométrie variable dont le langage est numérique (ce qui ne veut pas dire nécessairement binaire). Les enfermements sont des moules, des moulages distincts, mais les contrôles sont une modulation, comme un moulage auto-déformant qui changerait continûment, d'un instant à l'autre, ou comme un tamis dont les mailles changeraient d'un point à un autre. On le voit bien dans la question des salaires : l'usine était un corps qui portait ses forces intérieures à un point d'équilibre, le plus haut possible pour la production, le plus bas possible pour les salaires ; mais, dans une société de contrôle, l'entreprise a remplacé l'usine, et l'entreprise est une âme, un gaz. Sans doute l'usine connaissait déjà le système des primes, mais l'entreprise s'efforce plus profondément d'imposer une modulation de chaque salaire, dans des états de perpétuelle métastabilité qui passent par des challenges, concours et colloques extrêmement comiques. Si les jeux télévisés les plus idiots ont tant de succès,

c'est parce qu'ils expriment adéquatement la situation d'entreprise. L'usine constituait les individus en corps, pour le double avantage du patronat qui surveillait chaque élément dans la masse, et des syndicats qui mobilisaient une masse de résistance ; mais l'entreprise ne cesse d'introduire une rivalité inexpiable comme saine émulation, excellente motivation qui oppose les individus entre eux et traverse chacun, le divisant en lui-même. Le principe modulateur du « salaire au mérite » n'est pas sans tenter l'Éducation nationale elle-même : en effet, de même que l'entreprise remplace l'usine, la formation permanente tend à remplacer l'école, et le contrôle continu remplacer l'examen. Ce qui est le plus sûr moyen de livrer l'école à l'entreprise.

Dans les sociétés de discipline, on n'arrêtait pas de recommencer (de l'école à la caserne, de la caserne à l'usine), tandis que dans les sociétés de contrôle on n'en finit jamais avec rien, l'entreprise, la formation, le service étant les états métastables et coexistants d'une même modulation, comme d'un déformateur universel. Kafka qui s'installait déjà à la charnière de deux types de société a décrit dans Le procès les formes juridiques les plus redoutables : l'acquiescement apparent des sociétés disciplinaires (entre deux enfermements), l'attermoiement illimité des

sociétés de contrôle (en variation continue) sont deux modes de vie juridiques très différents, et si notre droit est hésitant, lui-même en crise, c'est parce que nous quittons l'un pour entrer dans l'autre. Les sociétés disciplinaires ont deux pôles : la signature qui indique l'individu, et le nombre ou numéro matricule qui indique sa position dans une masse. C'est que les disciplines n'ont jamais vu d'incompatibilité entre les deux, et c'est en même temps que le pouvoir est massifiant et individuant, c'est-à-dire constitue en corps ceux sur lesquels il s'exerce et moule l'individualité de chaque membre du corps (Foucault voyait l'origine de ce double souci dans le pouvoir pastoral du prêtre - le troupeau et chacune des bêtes - mais le pouvoir civil allait se faire « pasteur » laïc à son tour avec d'autres moyens). Dans les sociétés de contrôle, au contraire, l'essentiel n'est plus une signature ni un nombre, mais un chiffre : le chiffre est un mot de passe, tandis que les sociétés disciplinaires sont réglées par des mots d'ordre (aussi bien du point de vue de l'intégration que de la résistance). Le langage numérique du contrôle est fait de chiffres, qui marquent l'accès à l'information, ou le rejet. On ne se trouve plus devant le couple masse-individu. Les individus sont devenus des « dividiuels », et les masses, des échantillons, des données, des marchés ou des « banques ». C'est peut-être l'argent qui exprime le

mieux la distinction des deux sociétés, puisque la discipline s'est toujours rapportée à des monnaies moulées qui renfermaient de l'or comme nombre étalon, tandis que le contrôle renvoie à des échanges flottants, modulations qui font intervenir comme chiffre un pourcentage de différentes monnaies échantillons. La vieille taupe monétaire est l'animal des milieux d'enfermement, mais le serpent est celui des sociétés de contrôle. Nous sommes passés d'un animal à l'autre, de la taupe au serpent, dans le régime où nous vivons, mais aussi dans notre manière de vivre et nos rapports avec autrui. L'homme des disciplines était un producteur discontinu d'énergie, mais l'homme du contrôle est plutôt ondulatoire, mis en orbite, sur faisceau continu. Partout le surf a déjà remplacé les vieux sports.

Il est facile de faire correspondre à chaque société des types de machines, non pas que les machines soient déterminantes, mais parce qu'elles expriment les formes sociales capables de leur donner naissance et de s'en servir. Les vieilles sociétés de souveraineté maniaient des machines simples, leviers, poulies, horloges ; mais les sociétés disciplinaires récentes avaient pour équipement des machines énergétiques, avec le danger passif de l'entropie, et le danger actif du sabotage ; les sociétés de contrôle opèrent par machines de

troisième espèce, machines informatiques et ordinateurs dont le danger passif est le brouillage, et l'actif, le piratage et l'introduction de virus. Ce n'est pas une évolution technologique sans être plus profondément une mutation du capitalisme. C'est une mutation déjà bien connue qui peut se résumer ainsi : le capitalisme du XIX^e siècle est à concentration, pour la production, et de propriété. Il érige donc l'usine en milieu d'enfermement, le capitaliste étant propriétaire des moyens de production, mais aussi éventuellement propriétaire d'autres milieux conçus par analogie (la maison familiale de l'ouvrier, l'école). Quant au marché, il est conquis tantôt par spécialisation, tantôt par colonisation, tantôt par abaissement des coûts de production. Mais, dans la situation actuelle, le capitalisme n'est plus pour la production, qu'il relègue souvent dans la périphérie du tiers monde, même sous les formes complexes du textile, de la métallurgie ou du pétrole. C'est un capitalisme de surproduction. Il n'achète plus des matières premières et ne vend plus des produits tout faits : il achète les produits tout faits, ou monte des pièces détachées. Ce qu'il veut vendre, c'est des services, et ce qu'il veut acheter, ce sont des actions. Ce n'est plus un capitalisme pour la production, mais pour le produit, c'est-à-dire pour la vente ou pour le marché. Aussi est-il essentiellement dispersif, et

l'usine a cédé la place à l'entreprise. La famille, l'école, l'armée, l'usine ne sont plus des milieux analogiques distincts qui convergent vers un propriétaire, État ou puissance privée, mais les figures chiffrées, déformables et transformables, d'une même entreprise qui n'a plus que des gestionnaires. Même l'art a quitté les milieux clos pour entrer dans les circuits ouverts de la banque. Les conquêtes de marché se font par prise de contrôle et non plus par formation de discipline, par fixation des cours plus encore que par abaissement des coûts, par transformation de produit plus que par spécialisation de production. La corruption y gagne une nouvelle puissance. Le service de vente est devenu le centre ou l'« âme » de l'entreprise. On nous apprend que les entreprises ont une âme, ce qui est bien la nouvelle la plus terrifiante du monde. Le marketing est maintenant l'instrument du contrôle social, et forme la race impudente de nos maîtres. Le contrôle est à court terme et à rotation rapide, mais aussi continu et illimité, tandis que la discipline était de longue durée, infinie et discontinue. L'homme n'est plus l'homme enfermé, mais l'homme endetté. Il est vrai que le capitalisme a gardé pour constante l'extrême misère des trois quarts de l'humanité, trop pauvres pour la dette, trop nombreux pour l'enfermement : le contrôle n'aura pas seulement à affronter les

dissipations de frontières, mais les explosions de bidonvilles ou de ghettos.
[...]





Dans les années 1940, alors même que les alliés se mettaient à utiliser l'expression « lutte contre le totalitarisme » pour désigner leur offensive militaire contre les puissances de l'Axe, certains intellectuels conservateurs se mirent, à l'intérieur même de ces « démocraties occidentales », à se saisir de cette formule pour faire la critique de leurs propres gouvernements, coupables à leurs yeux de nourrir bien inconsidérément en leur sein les germes d'un totalitarisme rampant.

Hayek dans *La Route vers la servitude* (1944), von Mises dans *Le Gouvernement omnipotent* (1944), Schumpeter dans *Capitalisme, socialisme, démocratie* (1942), dénoncent au même moment les vices de la démocratie représentative, avec un message qui pourrait se résumer comme suit : si vous voulez vraiment combattre le « totalitarisme », encore un effort, car il exsude en fait à votre corps défendant de vous-mêmes, il est inscrit comme un *fatum* dans les dérives intrinsèques de votre système démocratique et de votre État-providence.

Sous la république de Weimar, sermonne Hayek,

« ce sont surtout des gens de bonne volonté qui, par leur politique socialiste, ont préparé le terrain pour les forces qui représentent tout ce qu'ils détestent. Peu reconnaissent que la montée du fascisme et du nazisme n'était pas

une réaction contre les tendances socialistes de la période précédente, mais un résultat nécessaire de ces tendances »

Voilà le cœur du raisonnement : la démocratie-providence alimente un socialisme qui mène en droite ligne au fascisme. Mussolini serait ainsi le résultat nécessaire de Gramsci, et Hitler à son tour le résultat nécessaire de Rosa Luxemburg. Ce continuisme grossier, aussi faux intellectuellement que politiquement, ne peut être énoncé qu'au prix d'un déni des rapports politiques réels. Hayek a beau citer des auteurs qui, dans les années 1920 et 1930, « identifient le libéralisme comme étant l'ennemi principal du national-socialisme », il échoue cependant, remarque Andrew Gamble, « à prouver que le socialisme démocratique allemand était intrinsèquement totalitaire, lui qui ne fusionna pas avec le nazisme, mais fut écrasé sous sa botte ». Heller et Marcuse eux, ne s'y trompaient pas : loin d'interpréter le régime en formation comme une excroissance de l'État social, ils le comprenaient au contraire comme sa négation, une réaction fondée sur une synthèse originale entre économie libérale et autoritarisme politique de la pire espèce.

En pleine Seconde Guerre mondiale donc, Hayek et consorts ne trouvaient rien de que de critiquer les excès de la démocratie et d'en appeler à rompre avec l'État-providence.

Or ils perdent. À leur grand dam, l'après-guerre sera keynésien. Et eux seront réduits à prêcher dans le désert ou presque durant trois longues décennies.

Quand arrivent soudain les turbulences sociales et politiques de la fin des années 1960, ils sont à la fois inquiets et rassérénés, car si la crise politique est grave, elle semble aussi leur donner raison. Les Cassandre se rengorgent. On vous l'avait bien dit. Voilà où ça mène. Dans cette crise, ils voient une opportunité. Leurs vieux diagnostics vont enfin pouvoir regagner en crédibilité, et avec eux leurs « remèdes héroïques ». [...]

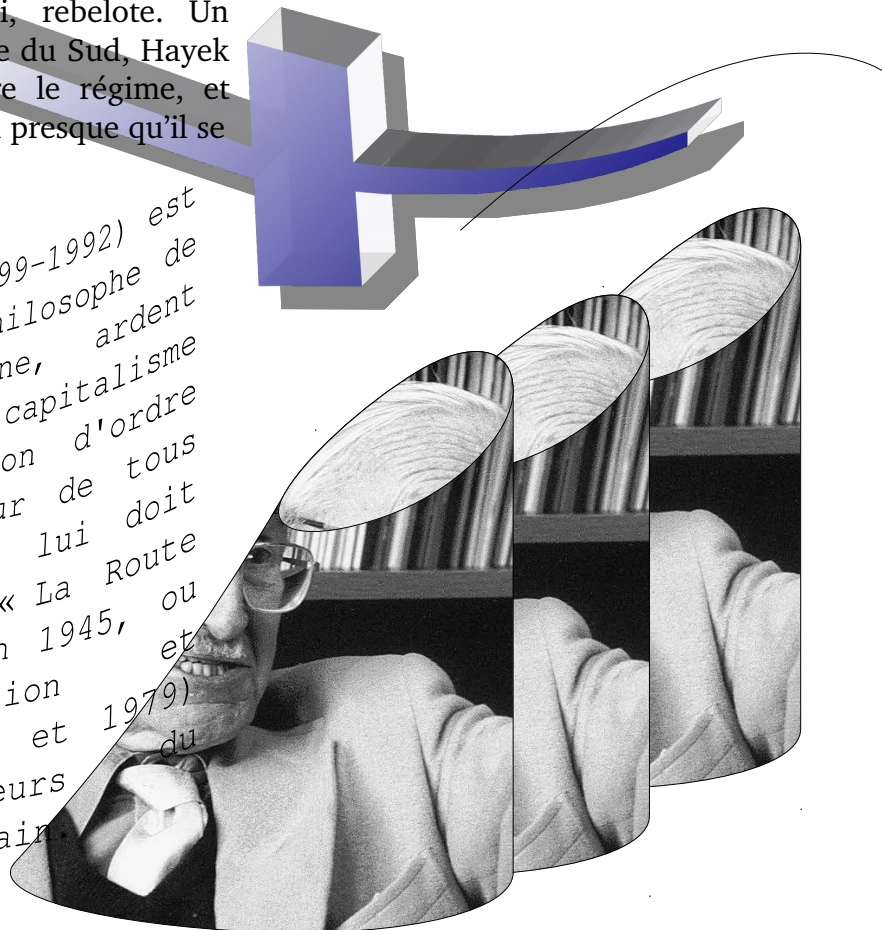
Schmitt donc, selon Hayek, a vu juste (il a vu que la démocratie était du totalitarisme rampant), même s'il est tombé (comme donc on trébuche, par accident, en si bon chemin) régulièrement du « mauvais côté ». Mais Hayek, qui donc lui aussi voit juste, puisqu'il a chaussé, pour examiner la question du gouvernement démocratique, les lunettes de Schmitt, de quel côté tombe-t-il ? Salazar prend le pouvoir au Portugal. Hayek lui envoie avec des mots doux son projet de constitution. Les généraux matent l'Argentine, il s'y rend pour prendre langue. Pinochet ensanglante le Chili, rebelote. Un boycott se lance contre l'Afrique du Sud, Hayek prend la plume pour défendre le régime, et ainsi de suite. Chaque fois ou presque qu'il se

trouve dans une situation historique où précisément « par réaction contre les tendances socialistes » un régime dictatorial s'impose, il accourt pour lui prodiguer ses conseils.

Du fameux cours de Foucault sur La Naissance de la biopolitique, on a surtout retenu une vision du néolibéralisme comme processus de gouvernementalisation de l'État, comme dissolution des anciens cadres de la souveraineté dans les formes du marché. Il y a de ça, mais en partie seulement. Pour mieux saisir l'ambiguïté de la politique néolibérale dans ses rapports au pouvoir d'État, il faut aussi étudier l'autre face. Comme le remarque Wolfgang Streeck,

« Foucault aurait pu remonter plus loin, vers Schmitt et Heller, où il aurait trouvé le motif fondamental de la pensée qui a informé et informe encore les conceptions libérales du rôle économique de l'autorité de l'État en régime capitaliste – l'idée, pour reprendre le titre d'un livre publié dans les années 1980 sur Margaret Thatcher, qu'il faut un "État fort" pour une "économie libre" ».

Friedrich Hayek (1899-1992) est un économiste et philosophe de l'école autrichienne, ardent promoteur d'un capitalisme fondé sur la notion d'ordre spontané. Pourfendeur de tous les socialismes, on lui doit quelques ouvrages (« La Route de la servitude » en 1945, et « Droit, législation et liberté » entre 1973 et 1979) absolument fondateurs du libéralisme contemporain.



ENTRETIEN AVEC FRIEDRICH HAYEK,
DANS REASON MAGAZINE, 1977
ENTRETIEN AVEC FRIEDRICH HAYEK,
DANS REASON MAGAZINE, 1977

Q : En 1947 vous avez fondé la Société du Mont Pèlerin, un groupe international de savants partisans du marché libre. Ses progrès vous ont-ils satisfait ?

Hayek : Oh oui. Je veux dire que son objectif principal a été pleinement atteint. J'étais en particulier conscient que chacun d'entre nous ne découvrait le fonctionnement de la véritable liberté que dans un champ très étroit et continuait à accepter les doctrines conventionnelles presque partout ailleurs. J'ai donc réuni ensemble des personnes ayant des intérêts différents. Chaque fois que l'un de nous disait : "Oh, oui, mais en ce qui concerne les cartels, on a besoin de la régulation du gouvernement," un autre répondait, "Oh, non, j'ai étudié la question." C'est comme cela que nous avons développé une doctrine cohérente et certains cercles internationaux de communication.

Q : *U.S. News & World Report* a, l'année dernière, interviewé huit spécialistes de premier plan des sciences sociales, y compris vous, sur la question : "La démocratie est-elle en train de mourir ?" Ce que j'ai trouvé de plus intéressant était que plusieurs des autres penseurs semblaient réciter des passages de *La Route de*

la servitude en identifiant les crises récentes comme le résultat de l'intrusion de l'Etat-providence dans de vastes domaines de nos vies autrefois privées. Voyez-vous cette thèse gagner des partisans parmi les universitaires ? Les intellectuels commencent-ils à comprendre en plus grand nombre l'opposition fondamentale entre liberté et bureaucratie ?

Hayek : Oui, sans aucun doute. Il est certain que ces idées se répandent. Ce que je ne peux pas dire, c'est quelle quantité de l'intelligentsia est touchée. Comparé à la situation d'il y a 25 ans, au lieu d'une seule personne dans quelques endroits du monde, j'en rencontre désormais des douzaines où que j'aille. Mais cela reste encore une très petite fraction des gens qui font l'opinion, et parfois je dois faire des expériences très décevantes. Je fut très attristé il y a deux semaines, quand je passais une après-midi à la librairie *Brentano's* de New York et regardais le type de livres que la plupart des clients lisaient. Ça me semblait désemparant ; quand vous voyez ça vous perdez

tout espoir.

Q : Vous portez actuellement le flambeau de l'Ecole autrichienne d'économie, qui représente une grande tradition depuis Carl Menger, puis Böhm-Bawerk, Ludwig von Mises et vous-même. En quoi les Autrichiens diffèrent-ils le plus de Milton Friedman et de l'Ecole de Chicago ?

Hayek : L'École de Chicago pense essentiellement en termes de "macroéconomie". Ils essaient d'analyser via des agrégats et des moyennes, via la quantité totale de monnaie, le niveau total des prix, l'emploi total - toutes ces grandeurs statistiques qui, je pense, représentent une approche très utile et même assez impressionnante. Prenez la "Théorie quantitative" de Friedman. J'ai écrit il y a 40 ans que j'avais de fortes objections à l'encontre de la Théorie quantitative, parce qu'elle est une approche très grossière qui élimine beaucoup de choses, mais que je priais Dieu pour que le grand public ne cesse pas d'y croire. Parce que c'est

une formulation simple que le public comprend. Je regrette qu'un homme aussi sophistiqué que Milton Friedman ne l'utilise pas comme une première approche mais croit qu'elle contient tout. C'est donc véritablement sur des questions méthodologiques, au fond, que nous différons. Friedman est un archi-positiviste qui croit que, dans une discussion scientifique, ce qui n'est pas prouvé de manière empirique ne doit pas être pris en compte. À mon avis, nous connaissons tant de détails sur l'économie que notre rôle est de mettre de l'ordre dans nos connaissances. Nous n'avons pas vraiment besoin de nouvelles informations. Notre grande difficulté est de digérer ce que nous savons déjà. Nous ne devenons pas plus savant par des informations statistiques : nous ne faisons que récolter des informations sur la situation spécifique du moment. Mais, du point de vue théorique, je ne pense pas que des études statistiques nous mènent où que ce soit.

Q : Vous avez écrit que la raison principale pour laquelle l'explication keynésienne du chômage fut acceptée plutôt que l'explication classique était que la première pouvait être testée statistiquement mais pas la seconde.

Hayek : De ce point de vue, le monétarisme de Milton et le keynésianisme ont plus de choses en commun que je n'en ai avec les deux.

Q : Vous avez rencontré Alexandre Soljenitsyne à la cérémonie du Prix Nobel de Stockholm. Qu'en avez-vous pensé ?

Hayek : J'ai vu ma haute opinion de l'homme confirmée. C'est un personnage très impressionnant, en plus de ces œuvres. Mais je n'ai pas eu la chance de discuter avec lui parce qu'il venait juste de quitter la Russie et que sa capacité de communiquer oralement était très limitée.

Q : Quelle validité y a-t-il dans sa thèse concernant l'effondrement du monde occidental ?

Hayek : Je pense qu'il est excessivement impressionné par certaines caractéristiques superficielles de la politique occidentale. Si on croit, comme il le croit, que ce que font nos politiciens est une conséquence nécessaire des idées généralement acceptées à l'Ouest, alors on doit vraiment tirer cette conclusion. Heureusement, je pense, ce que font nos politiciens n'est pas le reflet de la croyance profonde des personnes les plus intelligentes de l'Ouest, et j'espère que Soljenitsyne découvrira rapidement qu'il existe des personnes qui peuvent voir plus loin que ne semble le montrer la politique occidentale.

Q : Votre professeur, Ludwig von Mises, a écrit *Socialisme* en 1920. Ce fut le début d'une controverse, qui n'est pas encore terminée, sur la possibilité logique d'une

économie socialiste. Les économistes socialistes, en particulier en Europe de l'Est, ont remercié Mises pour ses critiques profondes et ont en général engagé un débat poussant à la réflexion avec lui, Lord Robbins et vous-même pendant le dernier demi-siècle. Quel est l'état actuel du débat ?

Hayek : J'ai toujours douté du fait que les socialistes puissent s'appuyer sur quelque chose d'intellectuellement solide. Ils ont d'une certaine façon amélioré leur argumentation, mais dès que l'on commence à comprendre que les prix sont un instrument de communication et de conseil, qui englobent plus d'informations que nous n'en avons directement, alors s'effondre toute l'idée selon laquelle on pourrait obtenir par un simple appareil administratif le même ordre que celui basé sur la division du travail. De même pour l'idée que l'on puisse adapter la distribution des revenus à une conception quelconque de mérite ou de besoin. Si l'on a besoin des prix, y compris des prix du travail, pour diriger les gens vers les activités où ils sont nécessaires, on ne peut avoir d'autre distribution que celle du marché. Je pense qu'il ne reste plus rien au socialisme au niveau intellectuel.

Q : Les économies socialistes pourraient-elles exister sans les techniques, les innovations et l'information des prix qu'ils peuvent emprunter au capitalisme occidental et au marché noir

interne ?

Hayek : Je pense qu'elles pourraient exister comme une sorte de système médiéval. Elles pourraient exister sous cette forme avec une grande famine, éliminant la population excédentaire. C'est toute la question de savoir pourquoi une économie ne doit pas continuer à exister. Mais, quel que soit le progrès économique de la Russie, elle l'a, bien entendu, obtenu en utilisant les techniques développées à l'Ouest. Je sais que les Russes seraient les derniers à le nier.

Q : Une idée très intéressante de votre philosophie sociale est que la valeur et le mérite sont et doivent nécessairement être deux qualités distinctes. En d'autres mots, les individus ne doivent pas être rémunérés d'après un concept quelconque de justice, qu'il s'agisse d'éthique puritaine ou d'égalitarisme. Pensez-vous que beaucoup de défenseurs de l'économie de marché tombent dans le travers de penser que valeur et mérite devraient être équivalents dans une "société véritablement morale" ?

Hayek : Je pense qu'il y a eu récemment un léger changement après mon attaque frontale du concept de justice sociale [*Le Mirage de la justice sociale*, tome II de *Droit, législation et liberté*]. Désormais le problème est de savoir si la justice sociale signifie quelque chose et, bien sûr, elle est essentiellement

fondée sur le concept de mérite. J'ai bien peur d'avoir choqué mes plus proches amis en niant que le concept de justice sociale puisse avoir une quelconque signification. Mais on ne m'a pas persuadé que j'avais tort.

Q : Alors, pourquoi n'y a-t-il pas de justice sociale ?

Hayek : Parce que la justice se réfère aux règles de conduite individuelle. Et aucune règle de conduite des individus ne peut faire que les bonnes choses de la vie soient distribuées d'une façon particulière. Aucun état de choses en tant que tel ne peut être dit juste ou injuste : c'est uniquement possible quand on suppose que quelqu'un est responsable de l'avoir créé.

Certes, nous nous plaignons que Dieu ait été injuste lorsqu'une famille souffre de plusieurs décès alors qu'une autre famille voit tous ses enfants grandir sains et saufs. Mais nous savons que nous ne pouvons pas prendre cette idée au sérieux. Nous ne voulons pas dire que quelqu'un a été injuste. De même, un marché fonctionnant de manière spontanée, où les prix agissent comme guides de l'action, ne peut pas prendre en compte ce dont les gens ont besoin ou ce qu'ils méritent, parce qu'il crée une distribution que personne n'a conçue. Et quelque chose qui n'a pas été conçu, une simple situation en tant que telle, ne peut pas être juste ou injuste. L'idée que les choses doivent être conçues d'une manière "juste" veut dire, en fait, que

nous devons abandonner le marché et nous tourner vers une économie planifiée dans laquelle quelqu'un décide combien chacun doit recevoir. Et ceci signifie, bien sûr, que nous ne pouvons obtenir cette situation qu'au prix de l'abolition complète de notre liberté personnelle.

Q : La Grande-Bretagne est-elle irrévocablement sur la route de la servitude ?

Hayek : Non, pas irrévocablement. C'est une des erreurs d'interprétation. *La Route de la servitude* était voulue comme un avertissement : "A moins de prendre un autre chemin, vous vous dirigez vers le diable." Et vous pouvez toujours prendre un autre chemin.

Q : Quelles mesures politiques sont-elles actuellement possibles pour inverser la tendance en Grande-Bretagne ?

Hayek : Tant que vous donnez à un corps d'intérêts organisés, à savoir les syndicats, des pouvoirs spécifiques d'utiliser la force afin d'obtenir une plus grande part du marché, alors le marché ne fonctionnera pas. Et ceci est soutenu par le public à cause de la croyance historique selon laquelle, dans le passé, les syndicats auraient tant fait pour faire monter le niveau de vie des pauvres, et qu'il faudrait en conséquence être aimable à leur égard. Tant que cette idée prévaudra, je ne crois pas qu'il y ait un espoir. Mais on peut susciter

des changements. Nous devons mettre nos espoirs dans un changement d'idées. Je crains que beaucoup de mes amis britanniques ne croient encore, comme Keynes le croyait, que les convictions morales existantes des Anglais les protégeraient contre un tel sort. Ça n'a pas de sens. Le caractère d'un peuple est autant créé par les institutions que les institutions sont créées par le caractère du peuple. Les institutions britanniques actuelles contribuent à changer le caractère britannique. On ne peut pas s'appuyer sur un "caractère britannique" propre pour sauver les Britanniques de leur sort. Il faut au contraire créer des institutions dans lesquelles les anciennes attitudes seront ranimées alors qu'elles disparaissent rapidement dans le système actuel.

Q : Il n'y a donc vraiment rien qu'un gouvernement puisse faire avant un changement d'opinion publique ?

Hayek : On peut distinguer entre des mesures positives et négatives. Le gouvernement devrait certainement cesser de faire beaucoup des choses qu'il fait aujourd'hui. En ce sens, il dépend de lui d'arrêter de faire des choses, et alors ceci ouvrira la possibilité vers d'autres développements qu'il n'est pas possible de guider et de diriger. Prenez la plainte générale de ce que les entrepreneurs britanniques sont inefficaces, paresseux, etc. Tout ceci

vient des institutions. On éliminera bien vite l'entrepreneur inefficace s'il y avait plus de compétition. Et on trouverait rapidement qu'ils travailleraient dur si c'était dans leur intérêt de le faire. C'est l'ensemble des institutions qui existent de nos jours qui crée ces nouvelles attitudes, si hostiles à la prospérité.

Q : Si un gouvernement imposant est le véritable coupable, pourquoi la Suède et beaucoup d'Etats-providence scandinaves semblent-ils prospérer ?

Hayek : Bien, il ne faut pas généraliser. La Suède et la Suisse sont deux pays qui ont échappé aux dommages de deux guerres et qui sont devenus des lieux de dépôt pour une grande partie du capital de l'Europe. En Suisse, il demeure un instinct traditionnel qui s'oppose aux interférences du gouvernement. La Suisse est un merveilleux exemple où, lorsque les politiciens deviennent trop progressistes, le peuple met route un référendum et dit rapidement "Non !"

Q : Et pourtant la Suède connaît un certain succès...

Hayek : Oui. Mais il y a peut-être un malaise social plus grand en Suède que dans tout autre pays où je suis allé. Le sentiment classique que la vie ne vaut pas vraiment la peine d'être vécue est très fort en Suède. Bien qu'ils puissent à peine concevoir les choses autrement qu'ils n'en ont l'habitude, je pense que le

doute sur leurs doctrines passées est assez fort.

Q : Depuis 1948 jusqu'à il y a à peu près dix ans, l'Allemagne de l'Ouest a poursuivi de manière significative une politique de marché libre et a expérimenté un redressement économique si énergique qu'on l'a appelé le "Miracle Allemand". Pourtant, les sociaux-démocrates sont fermement au pouvoir aujourd'hui, et certains analystes américains ont suggéré que ceci montre un défaut de base de la philosophie ou de la stratégie de "l'Ecole de Fribourg", ce groupe d'économistes partisans du marché libre qui ont amené le "Miracle Allemand". Quelles erreurs ont-ils commises, et que pouvons-nous apprendre de leur exemple ?

Hayek : Premièrement, l'idée que les Allemands sont désormais gouvernés par un gouvernement socialiste est tout bonnement fautive. Le Chancelier allemand actuel admet - peut-être pas en public, mais lors des conversations privées - qu'il n'est pas un socialiste. Deuxièmement, jusqu'à récemment, les syndicats allemands étaient dirigés par des gens qui savaient ce qu'est une très forte inflation. Et, jusqu'à peu, tout ce qu'il suffisait de dire aux syndicalistes allemands quand ils émettaient des revendications excessives sur les salaires était "ça va conduire à l'inflation," et ils flanchaient. La prospérité allemande est due, à un

degré très élevé, au caractère raisonnable des dirigeants syndicaux allemands qui, à son tour, était dû à leur expérience de l'inflation.

Q : Un grand collègue autrichien, feu Joseph Schumpeter, a écrit *Capitalisme, socialisme et démocratie* en 1942. Dans ce livre, Schumpeter prédisait la chute du capitalisme due, non à ses faiblesses (comme Marx l'avait prédit), mais à ses points forts. Plus précisément, l'immense abondance économique qui sortirait de la graine capitaliste, produirait une époque de bureaucrates et d'administrateurs, remplaçant les innovateurs et les entrepreneurs qui avaient rendu tout cela possible. Ceci, à son tour, saperait le tissu social sur lequel reposait le capitalisme : une acceptation et un respect repandus de la vie privée. Comment la thèse de Schumpeter, concernant l'instabilité politique inhérente au capitalisme, s'accorde-t-elle avec vos propres théories de notre route de la servitude ?

Hayek : Eh bien, il y a une certaine similarité dans la nature de la prédiction. Mais, en réalité, Schumpeter prenait plaisir à un paradoxe. Il voulait choquer les gens en disant que le capitalisme était certainement bien meilleur mais qu'on ne lui permettrait pas de durer, alors que le socialisme était très mauvais mais son avènement certain. C'était le genre de paradoxe qu'il aimait. Derrière tout

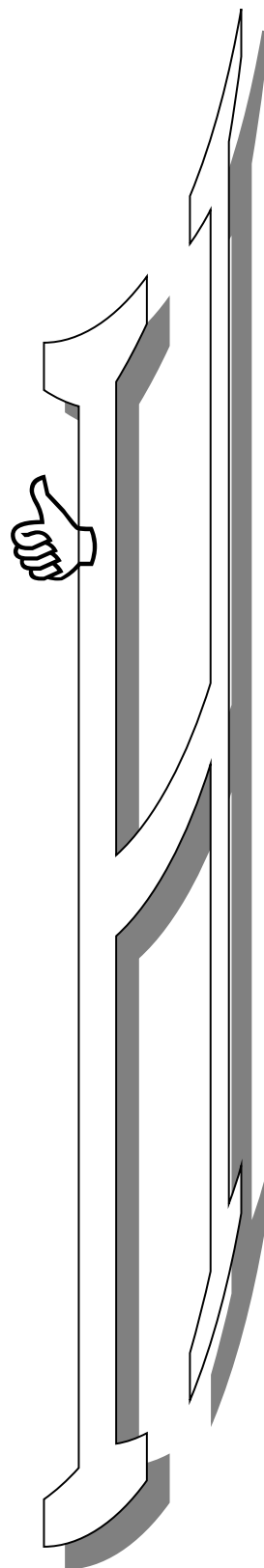
ceci, se trouve l'idée que certaines tendances de l'opinion - qu'il observait correctement - étaient irréversibles. Bien qu'il affirmait le contraire, il n'avait, en dernier ressort, aucune confiance dans le pouvoir des arguments. Il croyait que la situation forçait les gens à penser d'une certaine manière. C'est fondamentalement faux. Il n'y a pas d'explication simple de ce qui rend nécessaire aux gens de croire certaines choses sous certaines conditions. L'évolution des idées a ses propres lois et dépend très largement de développements que nous ne pouvons pas prédire. Ce que je veux dire, c'est que j'essaie de faire évoluer l'opinion dans une certaine direction, mais je n'oserais pas prédire la situation vers laquelle nous évoluerons vraiment. J'espère que je peux juste la dévier modérément. Mais l'attitude de Schumpeter était celle d'un désespoir complet et d'une désillusion vis-à-vis du pouvoir de la raison.

Q : Êtes-vous optimiste quant à l'avenir de la liberté ?

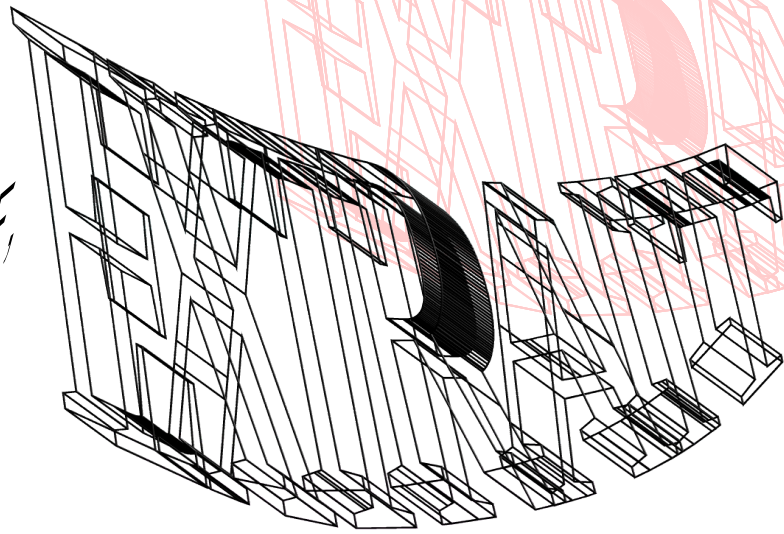
Hayek : Oui. Un optimisme mitigé. Je pense qu'il y a un revirement intellectuel en cours, et il y a une bonne chance qu'il se produise à temps, avant que le mouvement dans la direction opposée ne devienne irréversible. Je suis plus optimiste que je ne l'étais il y a 20 ans, quand presque tous les leaders d'opinion voulaient s'engager dans une direction socialiste. Ceci a

changé en particulier dans la jeune génération. Ainsi, si le changement se produit à temps, il y a encore de l'espoir.

Espoir

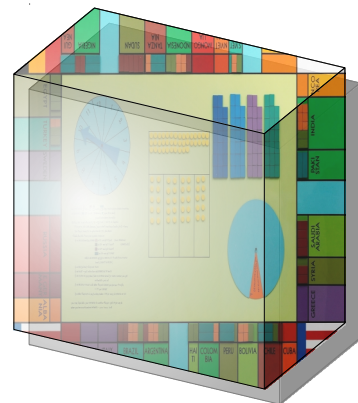


"LA SOCIÉTÉ INGOUVERNABLE"
"LA SOCIÉTÉ INGOUVERNABLE"
(DÉTRONER LA POLITIQUE),
(DÉTRONER LA POLITIQUE),
DE GREGOIRE CHAMAYOU, LA FABRIQUE,
DE GREGOIRE CHAMAYOU, LA FABRIQUE,
2018
2018



Sauf que la fameuse « crise de gouvernabilité de la démocratie » comportait deux étages et non un seul. Outre la trop grande perméabilité de cette forme politique aux « attentes sociales », il y avait ces attentes elles-mêmes, la trop forte mobilisation, la trop grande politisation de la société, le « déferlement démocratique » qui alarmait tant Huntington. Outre le problème de la démocratie-gouvernement, il y avait celui de la démocratie-mouvement. Or si les tactiques de verrouillage néolibéral se proposaient de régler le premier par une limitation multidimensionnelle de la décision publique, le second demeurerait entier. Pour faire refluer la combativité sociale, estimait-on, il fallait s'attaquer aux conditions du rapport de force qui le sustentait, mais cela impliquait d'aller au conflit, au risque de faire fondre le consentement minimal dont ce genre de régime continue malgré tout de dépendre. Le problème, regrettait Brittan, est que « la démocratie libérale empêche les gouvernements de combattre les groupes coercitifs [entendez les mouvement sociaux] soit en renonçant à l'engagement au plein-emploi, soit par la restriction effective du pouvoir monopolistique des syndicats, soit par la mise en œuvre d'une « politique des salaires ». Rose, qui envisageait lui aussi tout

un lot de mesure offensives, dont la privatisation de pans entiers du secteur public, se disait pessimiste quant aux chances d'y parvenir, tant les résistances étaient fortes. En définitive, osait-il, « seule une mesure telle que la suspension des élections libres réduirait de manière substantielle et immédiate les pressions des attentes sur le gouvernement ». De sorte que la question du recours au pouvoir dictatorial, évacué par la porte, revenait par la fenêtre. [...]



En 1977, le politologue Robert Keohane s'interrogeait sur la *faisabilité politique* du projet économique subodoré par le *Rapport McCracken* - sur l'inflation et le ralentissement de la croissance - que venaient de rendre les experts de l'OCDE. La commission McCracken, résumait-il, conseille aux gouvernements d'« exercer une plus grande discipline sur leurs économies tout en résistant à la tentation de faire bénéficier

leurs citoyens d'avantages à court terme par des dépenses publiques à grande échelle ». Cette position, commentait-il n'est ni celle de l'État minimal du laisser-faire, ni celle de l'État-providence des keynésiens, mais une formule intermédiaire, un « Etat disciplinaire » qui conserverait un rôle de régulation de l'économie tout en rognant sur sa politique sociale.

Les auteurs du rapport s'imaginent, naïvement selon lui, que de tels « États disciplinaires démocratiques vont être capables de persuader leurs citoyens d'accepter de plus sévères restrictions économiques avec moins d'avantages sociaux », tout en conservant une « légitimité substantielle dans leurs sociétés ». Si les experts de l'OCDE n'ont pas trop l'air de voir où est le problème, il n'a pas échappé à d'autres. [...] Keohane poursuit : « Si ceux qui sont aux commandes de l'économie devaient revenir sur leurs engagements en matière de plein-emploi et de stabilité des prix, ce serait alors l'une des principales justifications du capitalisme (du point de vue de la classe ouvrière) qui se trouverait ébranlée. Qui pourrait dès lors blâmer les travailleurs s'ils décidaient de reconsidérer leur adhésion à des arrangements politiques et économiques qui ont déçu leurs attentes ? »

Ce qui se dessinait là en pointillé, c'était je crois, une nouvelle version – même si Keohane n'emploie pas la formule – de la crise de gouvernabilité, l'extension de ce motif à un nouveau genre de régime politico-économique en gestation. Jusqu'ici, cette crise ne concernait que la démocratie-providence et sa calamiteuse combinaison de keynésiasme et de démocratie représentative, qui avait rendu la politique étatique intenable. Mais qu'en sera-t-il du maintien de la seconde dans le premier ? Si l'État-providence a fini par être affecté d'une sévère crise de légitimité en dépit de ses bonnes œuvres, que va-t-il se passer si l'on ferme le robinet ? [...]

Claus Offe répondait : « Le capitalisme est devenu tributaire de la fonction légitimatrice des dépenses sociales. Le « secret gênant », la contradiction du capitalisme est que, même s'il « ne peut coexister avec l'État-providence, il ne peut pas non plus exister sans lui. » Si vous

pensez que la « démocratie » keynésienne est ingouvernable, essayez donc la « démocratie » néolibérale.

Les auteurs du rapport McCracken, critique Keohane, mettent le problème sous le tapis. Ils postulent que leur « État disciplinaire » sera, par principe, par article de foi, démocratique, mais sans s'interroger une seule seconde sur les conditions de viabilité politique d'une pareille forme dans de telles conditions. Ils ont au fond la naïveté de penser, que « le capitalisme et la démocratie sont et peuvent demeurer pleinement compatibles l'une avec l'autre » - ce qui, leur rappelle Keohane en citant tout à la fois Marx et Schumpeter, n'a pourtant rien d'évident.

Une « démocratie disciplinaire » peut-elle demeurer « démocratique » ? Keohane en doute, mais il se refuse à répondre dans l'absolu. Ça dépend. « En Allemagne, au Japon, et aux Etats-Unis peut-être », étant donné que la « vigueur économique et la stabilité politique de ces sociétés peuvent leur permettre d'avalier ce genre de potions économiques sans grandes réactions d'allergies politiques ». Dans les autres pays de l'OCDE, c'est moins sûr. « En appeler à faire des sacrifices [...] pour accroître les profits et préserver le capitalisme ne constitue pas un cri de ralliement très brillant pour former une nouvelle majorité. Il est difficile d'imaginer que des socialistes français [s'il savait...], des communistes italiens ou des syndicalistes britanniques se joignent facilement à un « consensus sur la nécessité de profits plus élevés ». [...] Retour, donc, à la case départ. Il est frappant de voir à quel point, dans cette phase de transition encore incertaine vers le néolibéralisme, rôde de spectre de la dictature.

Et pourtant, dans les discours au moins, les années 1980 allaient être celles d'un grand triomphe de la « démocratie ». [...] Le vent était bel et bien en train de tourner dans l'idéologie dominante : tandis que, dans la phase précédente, les défenseurs du système pointaient assez unanimement les tensions, voire incompatibilité entre capitalisme et démocratie, un nouveau discours se mettait à les présenter comme étant synonymes, promouvant l'un au nom de l'autre.

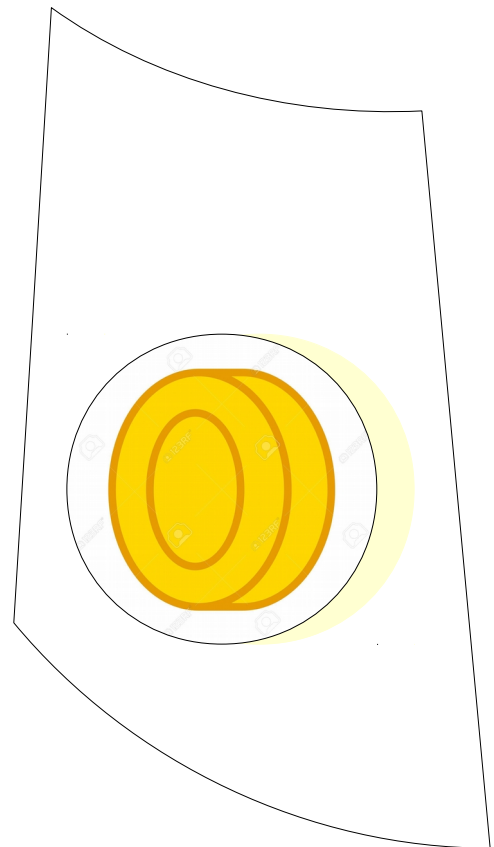
Comment s'explique ce retournement ? Si l'on chante dorénavant les louanges d'une démocratie hier encore abhorrée, c'est bien sûr à la stricte condition implicite de ne célébrer sous ce nom que ce que certains qualifient aujourd'hui de « post-démocratie », un résidu vide, une forme sans substance. Mais cette volte-face ne se comprend plus profondément que rapportée à une nouvelle stratégie politique qui était alors en train d'effectuer un mouvement de pivot dont cette mue discursive était à la fois le signe et l'instrument.

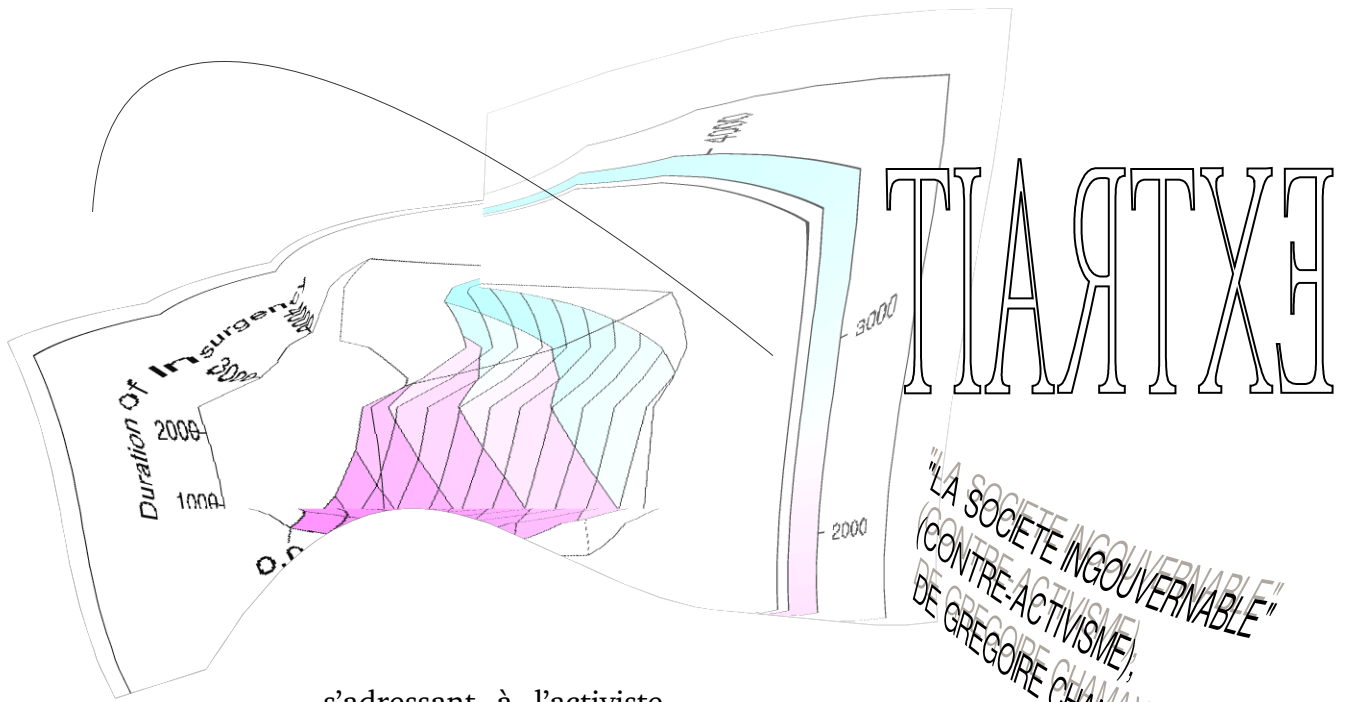
« La crise de l'État-providence et la frustration populaire qui l'a accompagnée ont été à l'origine d'une série de réactions antiétatiques que la droite s'est empressée de traduire dans les termes de la critique néolibérale. Une chaîne d'équivalence a été établie entre politique = public = État = bureaucratie. Cela a permis aux conservateurs de présenter leur offensive contre la démocratie comme une lutte pour la démocratie, cette dernière étant définie sous l'angle d'une récupération par le « peuple » des « droits » que l'État lui a confisqués ».

— Chantal Mouffe, en 1986

Tandis cependant que le mot « démocratie » était ainsi resignifié comme le nom d'un individualisme libéral opposé au collectivisme étatique, le *demos* correspondant fut dans le même temps redéfini ou ré-imaginé sur un mode néo-traditionaliste comme un *ethnos* à l'identité menacée par « la société permissive » - autre nom de l'émancipation sociale, raciale, sexuelle et générationnelle qui s'était alors vigoureusement engagée. L'étrange unité idéologique de ce populisme libéral-conservateur était indissociablement individualiste et autoritaire, entrepreneuriale et traditionaliste. Le néolibéralisme économique, entrant en politique, s'associait ainsi à une sorte de national-démocratisme aux relents sexistes, homophobes et racistes. C'est dans cette unité contradictoire à mèche lente que réside sans doute l'une des sources majeures des pathologies politiques actuelles des démocraties libérales occidentales. [...]

Le libéralisme autoritaire connaît maintes déclinaisons. Mais insistons-y, des déclinaisons *différentes*. Car ce n'était pas là, mettait en garde Stuart Hall, le retour du « fascisme » sur la scène politique, pas le « réveil des fantômes et des spectres familiers » de la gauche, mais l'avènement d'autre chose, qu'il fallait saisir de façon spécifique. Se méfier donc d'un réflexe de fausse reconnaissance : « Ce que nous avons à expliquer, précisait-il, est un mouvement vers un « populisme autoritaire » - une forme exceptionnelle de l'État capitaliste qui, contrairement au fascisme classique, a laissé en place la majeure partie (mais pas la totalité) de l'institution représentative formelle, et qui, en même temps, a été capable de construire autour de lui un consentement populaire actif ».





"LA SOCIÉTÉ INGOUVERNABLE"
 (CONTRE-ACTIVISME)
 DE GREGOIRE CHAMAYOU, LA FABRIQUE 2018

« Ce n'est pas pour nous envoyer des fleurs, mais Ray [Pagan] et moi [Jack Mongoven] étions les stratèges de l'opération. [...] C'était comme planifier une mission de combat majeure. [...] Nous avons examiné tous les facteurs importants : nos forces et vos vulnérabilités, vos forces et vos faiblesses, y compris celles de vos bases de soutien. » C'était l'application, à la question activiste, du modèle « S.W.O.T. », une méthode d'analyse de marché fondée sur l'examen croisé des forces et des faiblesses de l'organisation et de ses rivales, ainsi que des opportunités et des menaces présentes dans l'environnement. [...]

« Votre faiblesse » poursuivait Mongoven en

s'adressant à l'activiste Douglas Johnson [l'un des principaux animateurs de la campagne de boycott contre Nestlé, lancée en 1977], « résidait dans votre manque de ressources, votre force dans le nombre de gens qui s'engageaient à vos côtés. Notre force consistait dans nos ressources, notre faiblesse, c'était les gens. Donc il nous fallait concevoir des tactiques pour démanteler les sources de votre force. Très souvent, si nous avons adopté certaines tactiques, ce n'est pas parce qu'elles contribuaient directement à notre stratégie, mais parce qu'elles allaient nous permettre d'éparpiller vos efforts. »

Comment se fait-il que de petits groupes de militants, mal financés, surmenés, toujours au bord du

burn out, parviennent à se rendre menaçants pour des empires économiques dotés de ressources incomparables ? La réponse de ces analystes, c'est que leur atout, aux effets démultiplicateurs, réside dans leur « capacité à mobiliser de la légitimité » - ce dont manquent en revanche cruellement les firmes qui leur font face. « Ce que nous avons essayé de faire, c'était d'identifier vos sources de force ou de légitimité, et de vous en priver. [...] Votre légitimité, votre force, vous la tiriez des autres : des Églises qui vous soutenaient, des universitaires, d'un petit groupe de scientifiques, de quelques organisations médicales. Notre démarche a été d'identifier des cibles et de développer des

tactiques pour vous priver de leur soutien ou de leur légitimité, ceci pour ensuite pouvoir traiter avec vous selon nos propres termes. » Fissurer le front adverse afin de lui retirer un à un ses « blocs de crédibilité ».

Au fil des nombreuses campagnes qu'ils ont mené, Pagan et consorts ont élaboré une typologie des activistes. Ce schéma simpliste leur permettait, à chaque nouvelle confrontation, de ranger les adversaires dans de petites cases psychotactiques stéréotypées.

1° *Les radicaux.* Eux, « veulent changer le système », ils « ont des mobiles socio-économiques ou politiques sous-

jacents », sont hostiles à l'entreprise en elle-même, et « peuvent se montrer extrémistes et violents ». Avec eux, rien à faire.

2° *Les opportunistes.* Ceux-là recherchent « de la visibilité, du pouvoir, des troupes, voire dans certains cas, un emploi ». « La clé pour traiter avec les opportunistes est de leur fournir au moins l'apparence d'une victoire partielle. »

3° *Les idéalistes.* Ces gens-là « sont, d'ordinaire, naïfs [...] altruistes [...]. Ils suivent des principes éthiques et moraux ». Le problème avec eux, c'est qu'ils sont sincères, et, de ce fait, très crédibles.

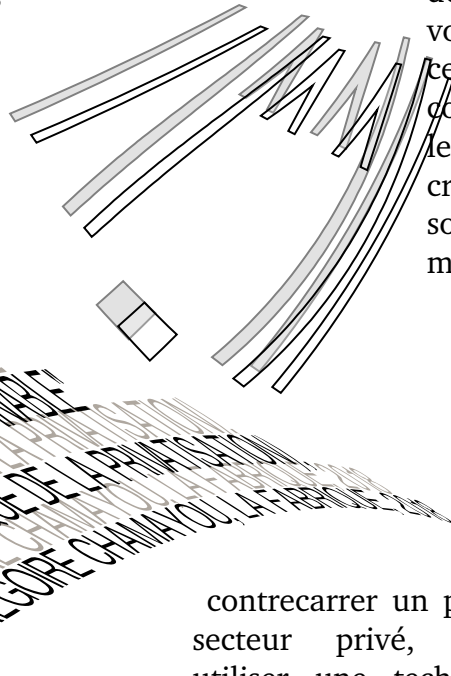
Sauf qu'ils sont aussi très crédules : « Si on eut leur démontrer que leur opposition à une industrie ou à ses produits entraîne un dommage pour d'autres et n'est pas éthiquement justifiable, alors ils seront obligés de changer de position. »

4° *Les réalistes.* Eux, c'est du pain bénit : « Ils peuvent assumer des compromis ; ils veulent travailler au sein du système ; un changement radical ne les intéresse pas ; ils sont pragmatiques. »

Face à la contestation, la marche à suivre est toujours la même : négocier avec les réalistes, sachant que « dans la plupart des cas, c'est la solution que l'on a négocié avec les réalistes qui va l'emporter, surtout si le business participe au processus de décision », et « rééduquer » les idéalistes pour les convertir en réalistes – un « processus d'éducation, précise Duchin, qui requiert une grande sensibilité et une grande capacité de compréhension de la part de l'éducateur ». Si vous parvenez à travailler avec les réalistes et à rééduquer les idéalistes, ces derniers basculent sur votre position. Une fois ces « critiques de consciences » retournés, les radicaux perdent la crédibilité large que le soutien de ces autorités morales leur conférait :

« Privées du soutien des réalistes et des idéalistes, les positions des radicaux et des opportunistes apparaissent comme superficielles et intéressées. » A ce stade, vous pourrez toujours compter sur les opportunistes pour se rallier au compromis final.

Le postulat est que « les radicaux » ne tirent leur force que du rapprochement avec des blocs plus modérés. Privés de ce lien, ils sont négligeables. Des radicaux isolés dans leur niche de radicalité sont inoffensifs, ils ne sont pas une menace : folklore minoritaire sans incidence. Telle est donc la stratégie générale : coopérer avec les réalistes, dialoguer avec les idéalistes pour les convertir en réalistes, isoler les radicaux et avaler les opportunistes.



Plutôt que d'acheter aux gens leur propre avenir, on peut leur promettre qu'ils conserveront leurs avantages à long terme à condition de sacrifier les nouveaux entrants. Ainsi, « lorsque les intérêts spéciaux existants ont le pouvoir de

contrecarrer un passage au secteur privé, on peut utiliser une technique qui modifie le modèle à l'avenir tout en continuant à profiter aux bénéficiaires actuels. » Pourquoi donc vous mobiliseriez-vous pour la défense d'un statut qu'on ne vous enlèvera pas à vous ? Pourquoi vous en soucier puisque vous n'êtes pas personnellement concernés ?



Cette méthode consistant à « bloquer les entrées futures tout en garantissant les avantages de ceux qui sont déjà à l'intérieur du système » a, outre le cas évident du statut de la fonction publique, de nombreux autres champs d'application : pensez à l'encadrement des loyers, ou aux régimes de retraites. [...]

La micropolitique néolibérale pense à long terme et sait prendre son temps. Même si elle a par moments besoin d'opérer des percées rapides afin d'emporter des positions-clés, la campagne d'ensemble n'est pas et ne peut pas être une *Blitzkrieg*. Le calcul stratégique opère ici à l'échelle de plusieurs générations. De fait, nous y sommes encore. Plusieurs décennies après que ces principes ont été thématiques, leur actualité est encore frappante. [...]

Micro, cette politique l'est encore par l'échelle qu'elle privilégie : subdiviser le territoire, mener une « politique d'expérimentation à petite échelle », créer des zones franches... En conséquence, les dispositifs micropolitiques ne seront pas uniformes. « Chaque cas étant différent, chacun requiert une politique distincte. »

Bref, diversité des tactiques. Décentraliser, déléguer autant que possible les décisions à de multiples agents locaux aux rythmes discordants. Diffracter et désynchroniser les rapports de force. Ceci afin d'empêcher l'adversaire non seulement de faire masse, mais encore de *faire date*.

Cette tactique de fragmentation n'est pas seulement territoriale, elle est aussi sociale. Dans le souci de ne surtout pas avoir à « affronter tous les ennemis ensemble », la micropolitique prescrit une stratégie de « subdivision des classes » : « isoler certains groupes en les traitant différemment selon leur statut » de sorte à « réduire la taille de l'opposition ». Diviser pour mieux régner, on réinvente la poudre.

Le micropoliticien consacre « des efforts considérables à convertir certains groupes en amis, ainsi qu'à former des alliances pour contrecarrer l'opposition d'autres groupes ». [...]

Une remarque importante : ce qu'ont très bien compris les tacticiens de la micropolitique néolibérale, c'est que la puissance politique des rapports de marché ne réside pas seulement, contrairement à l'image trompeuse qu'en véhiculent

certain, dans leur prétendue capacité de régulation *automatique* de la société. S'ils importent, c'est aussi en ce qu'ils produisent et renforcent des intérêts sociaux dont les énergies peuvent être politiquement mobilisées pour la défense et la consolidation des marchés qui les sous-tendent. Pour que le projet néolibéral l'emporte, il ne suffit pas d'économiciser le politique, il faut aussi politiser les intérêts économiques susceptibles de soutenir le mouvement, constituer, à partir des positions de marché, des groupes socio-politiques mobilisables. Sans cela, un programme néolibéral ne peut pas remporter ses indispensables victoires sur le marché électoral, ni un gouvernement néolibéral résister longtemps, dans l'hypothèse où il serait dépourvu de toute base sociale autre qu'oligarchique, à des confrontations sociales de grande ampleur. Il ne s'agit pas de dissoudre sans reste la politique dans des mécanismes de marché, mais bien d'activer des intérêts de marché à même de servir de bases sociales à la constitution de groupes de soutien politique au programme de libéralisation.

Le cœur de cible de la micropolitique néolibérale, ce sont les « classes moyennes ».

